

Conseil de Justice Environnementale
Réunion #2
Le jeudi 15 septembre 2022
10h30-12h30
Procès-verbaux

Lieu de réunion : Webinaire Zoom

Documents de réunion : [Ordre du jour, diapositives de présentation](#)

Membres du Conseil présents :

- Peter Maathey
- Marcos Luna
- Ari Zorn
- Caroline Hon
- Melissa Ferretti
- Kalila Barnett
- Patricia “Pat” Spence
- Cheryll Holley
- Namrita Kapur
- Lydia Lowe
- Madeline Fraser-Cook

Aucun membre du Conseil n'était absent à cette réunion. Madeline Fraser-Cook a quitté la réunion tôt à 11 h 33 pour s'occuper d'autres affaires.

Personnel du Bureau Exécutif de l'Énergie et des Affaires Environnementales (EOEEA) présent

- Rishi Reddi, Directrice de la Justice Environnementale
- Vallery Cardoso, Directeur Adjoint de la Justice Environnementale
- Gary Moran, Sous-Secrétaire, Politique Environnementale et Résilience Climatique
- Caroline Higley, Secrétaire Adjointe pour l'Environnement, les Initiatives Stratégiques et la Coordination des Agences

Ordre du jour :

1. Accueil, présentations et aperçu de la logistique de la réunion
 2. Approbation des procès-verbaux des réunions précédentes
 3. Annonces
 - a. Réunions hybrides (à distance ou en personne) à venir
 - b. Les cartes de la JE seront mises à jour et révisées d'ici le 1er octobre
 4. Présentation par la table ronde sur la justice environnementale
 5. Analyse de la définition des « Populations de la JE »
 - a. JE dans le contexte historique de MA : Marcos Luna
 - b. Discussion sur le produit du travail du CJE
 - c. Processus / fonctionnement du CJE
 6. Présentation du Plan pour l'Énergie Propre et le Climat
 7. Questions/commentaires du public
 8. Prochaines Étapes et Ajournement
-

La réunion a commencé à 10h31.

Accueil, présentations et aperçu de la logistique de la réunion

Rishi Reddi a demandé aux membres du Conseil de la JE de se présenter. Deux nouveaux membres du Conseil, Cheryll Holley et Kalila Barnett, ont été présentés lors de cette réunion.

Approbation des procès-verbaux des réunions précédentes :

Rishi a demandé une motion pour adopter le procès-verbal de la réunion du 28 juillet 2022. Patricia Spence a proposé d'adopter le procès-verbal de juillet. Lydia Lowe a appuyé la motion et Rishi a appelé à un vote par appel nominal. Cheryll Holley et Kalila Bennet se sont abstenues de voter parce qu'elles n'étaient pas présentes à la première réunion. Les autres membres du Conseil de la JE ont voté oui pour approuver le procès-verbal.

Annonces :

Rishi a fait le point auprès du Conseil de la JE et du public. Ces annonces comprenaient :

- c. Le progrès vers l'exécution de réunions hybrides du Conseil de la JE (à distance / en présentiel). Le recrutement d'un consultant pour s'occuper de la logistique des réunions hybrides est en cours par EAE. On espère que des réunions hybrides auront lieu dans un proche avenir.
- d. [Les cartes de la JE](#) seront mises à jour et révisées d'ici le 1er octobre. Les cartes mises à jour intégreront les données du recensement.

Lydia Lowe a demandé des éclaircissements sur les données du recensement et les logements collectifs. La ville de Boston a demandé un recensement des logements collectifs et Lydia n'était pas sûre que d'autres villes de l'État l'aient fait. Le SIG de l'EAE intégrera-t-il les logements collectifs dans les nouvelles données ? Rishi a répondu que l'EAE travaillait sur ce problème en ce moment et s'informerait auprès de notre coordonnateur du SIG sur la façon dont nous traiterons les quartiers des groupes et se renseignerait spécifiquement sur Boston.

Présentation par la Table de la Justice Environnementale

Rishi a demandé à Maria Belen Power, Directrice Associée de GreenRoots, de s'avancer pour commencer la présentation de la Table de la JE. Maria Belen a présenté la Table de la JE et ses travaux les plus récents.

Voici le résumé de la présentation de Maria Belen :

La Table de la JE a été convoquée en 2018, mais s'appuie sur des décennies de travail effectué par les alliés et partenaires JE à travers le Commonwealth. Le groupe s'est réuni pour déterminer comment travailler collectivement pour définir la JE après avoir réalisé que la JE était mentionnée dans environ 20 projets de loi différents.

Maria Belen présente les membres de la Table de la JE. Les co-organiseurs sont Alternatives for Community and Environment (ACE - Alternatives pour la Communauté et l'Environnement), GreenRoots, Neighbour to Neighbor, la Coalition pour la Justice Sociale, North American Indian Center of Boston (NAICOB - Centre Indien Nord-Américain de Boston), et actuellement ils sont en pourparlers avec Groundworks Lawrence dans l'option d'être un co-organisateur. Les Organiseurs représentent les communautés à travers le Commonwealth. Les alliés et partenaires qui font partie de la table de la JE sont : Green Energy Consumers Alliance (Alliance des Consommateurs d'Énergie Verte, Environmental League of Massachusetts (ELM - Ligue Environnemental du Massachusetts), Clean Water Action (Assainissement de l'Eau), Conservation Law Foundation (CLF - Fondation sur la Loi de la Conversation), Lawyers for Civil Rights (Avocats pour les Droits Civils), Union of Concerned Scientists (Syndicat des Scientifiques Concernés), UU Mass Action, Massachusetts Communities Action Network (MCAN - Réseau d'Action des Communautés).

Maria Belen a ensuite demandé à Sofia Owen de présenter la partie suivante de la présentation.

Sofia Owen, Avocate du personnel et Directrice du Programme de Services Juridiques de JE chez ACE, a fourni une synthèse de l'historique des progrès de la JE dans MA à partir de 1994 avec le Réseau d'Assistance en JE du Massachusetts, ancré par ACE. Voici le résumé des commentaires de Sofia :

Le Réseau d'Assistance en JE du MA a réuni des communautés, des avocats, des professionnels de site agréés, des hydrologues, des professionnels de la santé publique et autres. Ce groupe a amené ACE à encourager l'État à former le Conseil Consultatif en JE pour l'aider à élaborer la politique de la JE de 2002.

- **2002** : le Conseil de la JE a été formé pour aider à créer la politique de la JE de l'État.
- **2009** : ACE a créé l'Alliance pour la JE du MA, qui a conduit à la création du Décret Exécutif (DE) MA n°552.
- **2009-2010** : ACE a réuni l'Alliance pour la JE, un groupe composé de 20 organisations communautaires de tout l'État. Ce groupe a engagé le gouverneur Deval Patrick pour l'encourager à délivrer un DE sur la JE et à pourvoir le poste vacant de directeur de la JE. Le groupe a commencé à rédiger un DE sur la JE à présenter au Bureau Exécutif de l'Énergie et des Affaires Environnementales (EAE).
- **2011-2012** : ACE a aidé le Département de la Protection de l'Environnement du Massachusetts (MassDEP) à planifier 5 sessions d'écoute en JE dans tout l'État. Un DE sur la JE faisait l'objet d'une demande à chaque session.
- **2013** : ACE a soumis un projet de DE à l'EAE. Le personnel du Gouverneur Patrick a travaillé avec l'Alliance pour la JE sur le DE.
- **2014** : L'Alliance pour la JE du MA a rencontré l'EAE, de l'hiver au printemps 2014, pour poursuivre les discussions sur le DE sur la JE. L'Alliance pour la JE du MA a également rencontré le DEP pour discuter de l'augmentation de leur attention envers les populations JE. Le Bureau du Logement et du Développement Économique (HED) du MA, EEA et MassDOT ont participé aux discussions sur le DE. Le DE a été signé en 2014.
- **2015** : L'EAE a publié une révision de la politique de la JE de l'État en janvier. Dans cette révision, l'État a examiné et mis à jour les données démographiques utilisées pour déterminer les quartiers de JE. En mai, les agences d'État ont raté une date limite pour mettre en œuvre les stratégies de la JE et le poste de Directeur de la JE était toujours vacant. Le poste de Directeur est resté vacant pendant plus de 3 ans.
- **2018** : La Table de la JE a été formée.

Sofia a ensuite laissé la parole à Staci Rubin, Vice-Présidente, Justice Environnementale chez CLF, qui a parlé des critères de définition de la JE. Voici le résumé de ces commentaires :

Au début de la dernière session législative, la Table de la JE examinait s'il fallait définir les populations de la JE sur la base de critères démographiques ou de critères démographiques en plus des expositions aux friches industrielles ou aux installations dangereuses ou autres.

La Table de la JE a travaillé avec les Représentants des sponsors législatifs Miranda, Représentante DuBois, Représentant Madaro, le Sénateur DiDomenico et le Sénateur Eldridge sur la loi « [UNE LOI CRÉANT UNE FEUILLE DE ROUTE DE NOUVELLE GÉNÉRATION POUR LA POLITIQUE CLIMATIQUE DU MASSACHUSETTS](#) ». Ils ont également travaillé avec des experts en données et en cartographie tels que le Dr Marcos Luna. La Table de la JE était le principal défenseur de la Loi sur le Climat.

Une des préoccupations discutées était de trouver un équilibre entre le désir de veiller à ce que la désignation JE pour les communautés de couleur soit protégée et largement applicable ainsi que la préoccupation de ne pas avoir une trop grande inclusion des communautés plus riches. Le groupe a examiné de nombreuses études et expériences de personnes et cela a montré que la race est le

principal prédicteur de la vie à proximité d'une installation polluante ou dangereuse. Le 4e critère de race + revenu visait à garantir que les communautés de couleur étaient protégées, mais seulement jusqu'à un certain niveau de revenu.

Le groupe a ensuite voulu déterminer s'il fallait examiner les expositions en plus des données démographiques, mais a trouvé difficile de le faire, de sorte que le groupe a déterminé des seuils (pourcentages) pour établir un lien avec les critères démographiques.

Sofia a déclaré au Conseil de la JE qu'il avait la capacité d'influencer les seuils de pourcentage de ce qui peut être qualifié de population de la JE. Staci a également parlé de l'obligation pour la communauté de demander à opter pour un sous-ensemble plus petit d'une géographie qui répond à l'un des critères JE. Le Conseil de la JE peut aider à déterminer à quoi ressemble ce processus d'adhésion. Une question que le Conseil de la JE doit examiner est de savoir qui manque dans la désignation de la population de la JE. Par exemple, une communauté capverdienne à East Freetown souhaite recevoir la définition de la population de la JE (une étendue de terre d'un mile avec de nombreux risques environnementaux). La Table de la JE n'a pas été en mesure de déterminer les données et les seuils pour faire entrer East Freetown, mais espère qu'ils pourront demander à participer. La Table de la JE espère que l'JEC réfléchira à la manière dont nous pouvons assurer une large protection sur la base de la démographie pour la population de la JE désignation et réfléchissez à un ensemble plus restreint d'emplacements qui répondent à de multiples critères qui seraient éligibles à un financement ciblé. Espérons également que le CJE influencera le processus d'impact cumulatif en cours avec les agences.

Sofia a ensuite laissé la parole à Andrea Nyamekye, anciennement de Neighbour to Neighbor, pour parler de la Loi sur le Climat et de son importance. Voici le résumé des commentaires d'Andrea :

Maintenant qu'il existe une loi sur la JE qui exige une justice procédurale et substantielle. Cela nécessite un accès linguistique et une justice substantielle, comme la reconnaissance des charges disproportionnées et la réparation de ces charges. Avant la loi sur la JE, les agences n'étaient pas tenues de tenir compte de la répartition des avantages et des charges lors de l'examen des permis pour les installations énergétiques ou de prendre en compte les populations de la JE lors de l'examen du service de transport en commun.

Andrea est revenue à Maria Belen pour clore la présentation de la Table de la JE. Maria Belen a renforcé le désir de la Table de la JE de travailler avec le Conseil de la JE pour faire progresser la JE dans tout le Commonwealth. Maria Belen a envoyé un e-mail aux membres du CJE pour qu'ils se réunissent en groupes de 3 ou 4 afin de respecter la loi sur les réunions ouvertes (OML).

Analyse de la définition des « Population de la JE » :

Une brève histoire de la politique JE a été présentée par le Dr Marcos Luna, Professeur de Géographie et de Durabilité et Coordinateur du programme d'études supérieures en sciences de la géo-information à l'Université d'État de Salem.

Rishi a donné la parole au Conseil de la JE pour discuter de son produit de travail. Ci-après le résumé de la discussion générale :

Rishi - Quelle forme devrait prendre le produit du travail de ce conseil ? Ce que nous présentons en fin d'analyse doit-il être un rapport écrit ? Un rapport oral ? Ou quelque chose entre les deux ? Comment pouvons-nous y arriver ? Devons-nous nous répartir en petits groupes ?

Pat Spence - Les documents écrits sont importants, mais lorsque nous le pouvons, nous devrions faire venir quelqu'un pour entendre ce que nous disons, ce serait très personnel pour ces recommandations.

Rishi - Le rôle de ce CJE est de conseiller le secrétaire et les cadres supérieurs.

Kahlila - En plus du secrétaire, existe-t-il un processus pour diffuser les produits du travail au public ?

Rishi - Le contexte de notre travail est que tout rapport qui conseille la secrétaire et son personnel est un document public, il est donc accessible à tous.

Rishi - Toute réflexion supplémentaire peut être envoyée par e-mail directement à Val (Vallery Cardoso), veuillez ne pas mettre en copie les autres membres du conseil sur cet e-mail. Les délibérations entre le conseil ne peuvent avoir lieu que lors de cette réunion formelle, en vertu de la Loi sur les Réunions Ouvertes.

Rishi - Compte tenu de ce que vous avez entendu, quels travaux/recherches supplémentaires doivent être effectués pour prendre des décisions sur le pourcentage de populations dans les groupes JE ?

Cheryll Holley - Disposition « opt-in » pour les communautés JE, comme indiqué dans le statut. Qu'est-ce que cela veut dire ? Parfois, les personnes de couleur peuvent avoir de faibles revenus tout en vivant dans de beaux quartiers. Alors, que signifie ce point pour les communautés, en particulier dans les parties centrales et occidentales de l'État ?

Rishi - Il est vrai que les dispositions d'adhésion peuvent aider à clarifier la réalité pour les parties non orientales de l'État.

Marcos - Une communauté peut demander au Secrétaire d'être incluse dans la définition de la population de la JE. Les détails ne sont pas encore définis.

Cheryll - Une tribu serait-elle capable de faire ça ?

Marcos - Les communautés identifiées sont définies géographiquement. L'inscription semble suivre la définition géographique.

Melissa - Cela remonte au moment où nous avons discuté du fait que Herring Pond et d'autres peuples tribaux vivent dans des communautés de villégiature comme Cape Cod. Peut-être pouvons-nous créer une superposition de réserves et de patries traditionnelles sur cette carte. Beaucoup de gens qui se qualifient et doivent être identifiés. Comment identifier ces communautés ? Pas seulement sur les communautés tribales.

Cheryll Holly - Toutes les communautés ne peuvent pas être identifiées géographiquement.

Rishi - C'est un problème central, en particulier en ce qui concerne les tribus. Bien que la population autochtone soit identifiée dans la politique de JE comme une minorité, cela ne se traduit pas par la manière dont nous enregistrons ces données sur les cartes JE. Alors, comment pouvons-nous résoudre ce problème ? Quelles informations supplémentaires sont nécessaires ?

Melissa - Une grande question pour les communautés de Tribal. C'est un problème pour chaque nation tribale et c'est très personnel à cette tribu.

Cheryll - Les tribus ont déjà cette conversation.

Lydia Lowe - D'accord avec d'autres personnes sur la combinaison de produits écrits et oraux pour le travail. Pour une partie du travail qui doit se faire, en appréciant à quel point c'est complexe. Ressens le besoin d'en savoir plus car je ne connais que ma communauté. Existe-t-il des cartes des différents types de pollution et de l'historique et de l'état actuel des communautés tribales ? Il y a beaucoup à apprendre.

Rishi - Chacun de nous a un domaine d'expertise différent. La façon dont nous utilisons ces domaines et prenons des décisions ensemble est l'astuce de ce groupe.

Caroline Hon - Y a-t-il des comparaisons avec d'autres États concernant les seuils ? Si oui, ces informations peuvent-elles être partagées ?

Rishi - Oui, nous restons en contact avec d'autres États et évaluons ce qui a été fait là-bas, mais nous devons garder à l'esprit que chaque État est assez unique. NJ et la Californie ont été un exemple dans ce domaine.

Pat Spence - Il y a tellement de choses, et je ne me sens pas prêt à participer à un petit groupe, mais nous apprenons juste qui nous sommes tous et je ne veux pas manquer de comprendre les points de vue de chacun.

Peter - Découverte et recherche sur ce qui existe. Y a-t-il eu des propositions ou des données sur lesquelles nous pouvons réfléchir ? Comment savons-nous que nous sommes arrivés à une décision ? J'aimerais le voir exposé. Et un référentiel d'informations en un seul endroit pour que nous puissions tout parcourir. Comment pouvons-nous tous arriver au même point de compréhension ?

Kahlila - Si nous arrivons à des groupes de travail, quel soutien est disponible ? Les programmons-nous nous-mêmes ? Comment sera-t-il géré ? S'il y a un expert dans un domaine précis, sommes-nous autorisés à le consulter ?

Rishi - Si quelqu'un a d'autres idées, veuillez les soumettre à Vallery avant le 21/09 à temps pour la prochaine réunion.

Rishi - Je rassemble un ensemble de ressources écrites et vidéo afin que le Conseil puisse les utiliser. Pour que nous puissions tous être sur la même longueur d'onde.

Présentation du Plan pour l'Énergie Propre et le Climat :

Hanh Chu, Responsable du Programme GWSA, a présenté un exposé sur le Plan pour l'Énergie Propre et le Climat pour 2050. La question suivante a été posée et la réponse est fournie :

Marcos - Dans quelle mesure le plan de décarbonisation dispose-t-il de mesures concernant l'équité en termes de mise en œuvre ? Existe-t-il un plan pour mesurer cela ?

Hanh – Nous travaillons sur un tableau de bord en ligne où nous suivrons les progrès des objectifs et des engagements du plan. La version alpha actuelle du tableau de bord n'a pas de mesures d'équité, mais c'est quelque chose que nous voulons poursuivre pour la version bêta qui sera publiée l'année

prochaine. L'équipe de Hanh s'est entretenue avec le Comité Consultatif de Mise en œuvre (IAC) de GWSA à propos de certaines des mesures qu'ils aimeraient voir, et ils ont également évoqué l'importance de mesurer la mise en œuvre du point de vue de l'équité afin qu'ils aient quelques suggestions de mesures d'équité. Le Groupe de travail sur la Justice Climatique de l'IAC en 2020 a également fourni des mesures suggérées. Nous examinerons au cours de la prochaine année pour voir, parmi ces mesures, celles pour lesquelles nous trouvons des données fiables et nous les suivons sur une base annuelle ou régulière.

Marcos - Si possible, demandez que toutes les données collectées soient toujours liées à la géographie d'une manière qui puisse être rapportée. Aussi, si au niveau du ménage, quelques informations de base anonymisées sur qui est servi par ces choses.

Aucune autre question n'a été posée après la présentation de Hanh.

Questions/Commentaires du public :

Rishi a demandé à Vallery s'il y avait des commentaires du public dans la boîte Q&R de Zoom. Aucune question n'était dans la boîte de Q&R, mais un membre du public a levé la main virtuelle pour parler. La question est venue de Melanie Gárate. Melanie a demandé comment le conseil imagine que la nouvelle administration aura un impact sur le travail que ce conseil fera. Rishi a répondu que le Conseil de la JE continuera en tant qu'institution et que nous apprendrons les priorités de la nouvelle administration. Melanie a également demandé au Conseil de la JE de tenir le public informé de tout changement.

Patricia Spence demande comment nous allons inclure nos aînés dans ce travail. Lorsque nous regardons JE, cela arrive à nos parents et grands-parents, alors comment pouvons-nous les inclure ? Surtout si l'on considère qu'ils peuvent être dans un endroit différent sur le plan technologique. Rishi a répondu que les réunions virtuelles ne sont pas idéales, mais cela rend les réunions plus accessibles à des groupes particuliers. Zoom a une option d'appel. Les personnes âgées constituent un groupe important et elles sont évoquées dans plusieurs conversations en tant que membres de populations vulnérables au climat et vulnérables en matière de santé publique.

Prochaines Étapes et Ajournement :

Rishi a annoncé que la prochaine réunion du Conseil de la JE se tiendra le mardi 27 septembre à 12h. La réunion sera hébergée virtuellement via Zoom. Les points à l'ordre du jour de cette réunion sont les suivants : Quel sera le produit du travail et comment y arriverons-nous et une introduction au Groupe de travail sur la JE de l'EAE.

Rishi a déclaré que tout commentaire sur les points de l'ordre du jour peut être envoyé à Vallery. Namrita a fait remarquer que les informations fournies au Conseil de la JE concernent les domaines où la définition nous manque le plus et que la sur-inclusion est une meilleure voie que la sous-inclusion. Namrita demande où la définition ne fonctionne pas bien et le Conseil de la JE peut-il obtenir des données à ce sujet. Rishi a répondu qu'il y avait des informations qui circulaient, et l'une des choses que ce groupe ferait est de passer au crible ces informations et de les vérifier sur le terrain pour voir comment cela pourrait affecter la définition.

Rishi a demandé une motion d'ajournement. Namrita a proposé d'ajourner et Cheryll a appuyé la motion. Rishi a appelé des noms pour un vote par appel nominal. Tous les membres ont voté oui pour ajourner. Séance levée à 12h32 le 15/09/2022.